

Une méthode d'évaluation du niveau de pauvreté des clients de la microfinance

BIM n° 105 - 30 janvier 2001
Cécile LAPENU

Pour le BIM d'aujourd'hui, nous avons mobilisé Cécile Lapenu qui va vous présenter une méthode d'évaluation de la pauvreté qu'elle a contribué à élaborer dans le cadre de son travail à l'IFPRI. Cécile a fait sa thèse de doctorat sur les innovations institutionnelles dans le système financier rural indonésien (ENSAM/CIRAD,1997). Elle a ensuite travaillé dans l'équipe « Développement des Systèmes Financiers Ruraux » du Cirad, puis été recrutée à l'IFPRI, dans l'équipe du Pr. Zeller. Grand merci à elle pour cette contribution aux BIMs de Pole Microfinancement. - Betty WAMPFLER

Le BIM d'aujourd'hui me donne l'occasion de vous présenter un document du CGAP paru en juillet dernier et réalisé en collaboration avec l'IFPRI (International Food Policy Research Institute, centre de recherche sur les politiques alimentaires dans les pays du Sud, basé à Washington, DC, USA).

Ce document s'intitule « Assessing the relative poverty of microfinance clients, A CGAP operational tool (Evaluer la pauvreté relative des clients de la microfinance, un outil opérationnel du CGAP) ». Il est téléchargeable, en anglais, sur le site du CGAP (http://www.cgap.org/html/p_other_documents.html#IFPRI).

Ayant participé à sa réalisation, je vais vous en donner les objectifs, la méthode proposée et les résultats attendus.

Objectif

Dans la lignée des guides pratiques du CGAP, celui-ci se distingue par le fait qu'il ne concerne pas les aspects techniques et financiers des IMF. En effet, l'objectif des IMF est de contribuer durablement au développement économique et à la réduction de la pauvreté. Elles cherchent, souvent sous l'impulsion des bailleurs, non seulement à devenir financièrement rentables (ou du moins équilibrées), mais aussi à atteindre les pauvres, ou même « les plus pauvres ». Cependant, il est largement reconnu qu'il existe un conflit entre les résultats financiers et les services aux plus pauvres : la taille des services demandés diminue tandis que les coûts de transaction pour desservir une clientèle pauvre augmentent.

Afin d'évaluer la réalisation des objectifs des IMF, il est important d'analyser à la fois la rentabilité financière et le niveau de pauvreté des clients. Or, alors que l'évaluation financière des IMF est devenue une pratique standard pour laquelle des outils fiables et peu coûteux existent,

ce n'était pas encore le cas pour l'évaluation de la pauvreté des clients des IMF. L'objectif du CGAP était donc d'obtenir un outil rapide, fiable, simple et peu coûteux pour évaluer la pauvreté relative des clients et qui permette, en complément des outils financiers et stratégiques, d'avoir une vision globale du fonctionnement des IMF. Cet outil est destiné aux évaluateurs externes des IMF ou aux IMF elles-mêmes.

Contenu du manuel

De façon technique et détaillée, le manuel accompagne pas à pas le lecteur dans la mise en place et la réalisation de son étude : définition de l'échantillon de clients et non clients (chapitre 2), explication du questionnaire et adaptation au contexte local (chapitre 3), planification et organisation des enquêtes (chapitre 4), saisie et nettoyage des données (chapitre 5), arrangement des données (chapitre 6), analyse descriptive (chapitre 7), construction de l'index de pauvreté (chapitre 8), analyse des résultats (chapitre 9). L'ensemble du traitement des données est détaillé en utilisant le logiciel de statistique SPSS (Statistical Program for Social Science).

La méthode proposée

L'objectif est de comparer les nouveaux clients de l'institution avec les non clients dans la même zone opérationnelle. On veut répondre à la question : « Quel est le niveau de vie des ménages qui ont accès au système par rapport à celui des non clients ? ». On part de l'hypothèse que les services de l'institution ont eu un impact positif sur la situation des clients anciens. L'analyse du profil des bénéficiaires doit porter idéalement sur des clients admis mais qui sont en instance de recevoir un service. Souvent, cela réduit trop la taille de l'échantillon, cependant, il est conseillé de réduire l'échantillon de clients aux individus entrés depuis moins de 6 mois, et n'ayant reçu qu'un seul prêt.

Les non clients sont sélectionnés au hasard dans la même zone administrative que les clients soit à partir de listes de la population (lorsqu'elles sont récentes et complètes) soit en sélectionnant au hasard des maisons dans la zone.

Le questionnaire, qui compte 5 pages seulement, porte sur les questions suivantes :

- (1) structure familiale (en particulier, niveau d'éducation et activité principale des membres)
- (2) alimentation (nombres de repas, consommation de produit de qualité ou produits inférieurs, périodes de pénurie, etc)
- (3) maison (nature des matériaux, commodités)
- (4) autres biens (terres, nombre et valeur pour le bétail, les moyens de transport, l'électroménager)

Le traitement des données repose sur la définition d'un index de pauvreté relative (calculé selon la méthode d'analyse en composante principale). Toutes les étapes de sa construction sont détaillées à partir de SPSS.

Les enquêtes mesurent différentes dimensions de la pauvreté au niveau des ménages. La combinaison d'indicateurs qui sera la plus utile dans la mesure de la pauvreté relative peut différer selon les régions. Ainsi, dans des régions où la pauvreté est extrême, l'occurrence de période de pénurie alimentaire pour les ménages distinguera les plus pauvres ; dans des régions très densément peuplées, la propriété de la terre peut souligner des différences de pauvreté, etc.

L'Analyse en Composantes Principales est appliquée afin de déterminer comment différents indicateurs peuvent être efficacement combinés pour déterminer le statut de pauvreté relative des ménages ; le principal objectif de la méthode est d'extraire une composante « Pauvreté » qui permette de calculer, pour chaque ménage de l'échantillon, une valeur spécifique ou « score de pauvreté relative » qui représente le statut de pauvreté du ménage par rapport au reste de l'échantillon. L'index est construit de telle façon qu'un ménage ayant un score égal à zéro est considéré dans la moyenne, un score positif traduit un niveau de vie supérieur à la moyenne de l'échantillon, et inversement pour un score négatif.

Analyse des résultats

A partir de cet index, on peut comparer la répartition des clients par rapport aux non clients, visuellement à partir de courbes cumulative de distribution de l'index des clients et des non clients. Des ratios peuvent être calculés qui traduisent par exemple la part des clients qui se trouvent dans le tercile le plus pauvre des non clients, etc. Il est un peu difficile de commenter sur ces figures sans les avoir sous les yeux, mais vous pouvez consulter sur le site du CGAP le bilan des quatre études de cas menées par l'IFPRI pour construire l'outil. L'index compare les clients et non clients dans la même zone. Cependant, il est aussi important de savoir si l'institution travaille plutôt dans des zones riches ou plus défavorisées à l'échelle nationale. Afin de pouvoir interpréter les résultats à l'échelle nationale, il est proposé de classer les zones d'enquêtes par rapport à la moyenne nationale en termes de niveau de développement socio-économique. Cette classification peut se faire à partir de données secondaires (type recensement national), mais il est souvent difficile d'avoir des données récentes, complètes et fiables. Le manuel propose donc de recourir à un panel d'experts (chercheurs locaux en socio-économie, responsables d'ONG, universitaires, etc.) qui puissent classer les régions d'enquêtes par rapport à la moyenne nationale. Dans ce cas, on peut répondre à la question : « quel pourcentage des zones d'intervention de l'institution ont un niveau de développement économique inférieur (ou supérieur) à la moyenne nationale ? ». En d'autres termes, l'institution qui touche localement une population plus pauvre que les non clients a-t-elle placé ses branches dans des régions plutôt riches ou plutôt défavorisées ? Enfin, au niveau international, les pays peuvent être comparés grâce à l'index de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui classe les pays non seulement en fonction de leur Produit National Brut mais aussi en fonction du niveau d'éducation de la population (taux d'analphabétisme) et de l'espérance de vie.

L'interprétation des résultats doit permettre de comparer le taux de pénétration de l'institution parmi la population pauvre par rapport à ses objectifs. Cet outil doit être utilisé en parallèle avec les outils financiers. En effet, on peut avoir différents cas de figures :

- > une institution qui touche massivement la population pauvre avec un bon équilibre financier ce qui constitue un résultat positif au vue des objectifs généralement assignés aux IMF
- > une institution qui touche la population pauvre mais qui n'atteint pas l'équilibre financier ; il sera alors intéressant de suivre l'évolution des deux indicateurs dans le temps, et de voir si la situation financière s'améliore à terme ;
- > une institution qui touche peu la population pauvre mais qui obtient de bons résultats financiers. L'objectif de l'institution pouvait être d'abord de construire une institution solide, par exemple en mobilisant l'épargne locale et donc en ayant un portefeuille de clients relativement aisés. Dans ce cas, les résultats peuvent être en accord avec l'objectif initial de

l'institution. A terme, l'institution pourra choisir de développer de nouveaux services ciblés davantage sur une population plus pauvre. Il sera alors intéressant d'appliquer l'outil à ces nouveaux clients pour voir si l'institution parvient effectivement à toucher une population plus pauvre tout en conservant des bons résultats financier

- > - une institution qui touche peu de clients pauvres et reste encore loin de l'équilibre financier. Dans ce cas, il peut s'agir d'une institution jeune et il sera utile de suivre l'évolution dans le temps.

Il peut aussi y avoir des cas où les résultats ne sont pas en accord avec les objectifs fixés au départ, et dans ce cas, l'outil permet d'identifier les « désaccords » et de réorienter les stratégies.

Intérêts et limites de l'outil

L'outil proposé est un outil simple (étapes expliquées pas à pas dans le manuel), rapide (autour de 6 mois avant d'obtenir les résultats, environ deux mois d'enquêtes), peu coûteux (autour de 10-15 000 USD pour les travaux de terrain et d'analyse par des chercheurs locaux). Par ailleurs, l'outil permet de prendre en compte plusieurs dimensions de la pauvreté (capital humain, biens, alimentation, habitation, etc.). Enfin, il est largement disponible puisqu'il est accessible sur le site du CGAP. Des limites demeurent malgré tout : il s'applique aux nouveaux clients et non à tout le portefeuille de clients et peut donner une vision partielle sur des institutions anciennes ; le cadre proposé dans le manuel doit être strictement appliqué afin de donner des résultats comparables entre les institutions ; enfin, du fait des contraintes de coûts et de temps, les résultats à l'échelle nationale, ou internationale, ne reposent que sur des informations qualitatives peu détaillées.

A l'heure actuelle, l'outil est encore en phase de test et pourrait encore être amélioré, complété, simplifié, etc. en fonction des résultats des études menées par le CGAP ou d'autres organisations. Tous vos commentaires et retour sur des tests éventuels seront donc appréciés par le CGAP !